

23 mars 2010

**Déclaration de S.E. M. Ali Abdussalam Treki,
Président de la 64^{ème} Session de l'Assemblée Générale,
à l'occasion du Dialogue de haut niveau sur le financement du
développement**

Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir de vous souhaiter à tous la bienvenue à ce dialogue de haut niveau sur le financement du développement.

Nous sommes réunis aujourd'hui alors que l'économie mondiale ne se remet que lentement et de manière inégale d'une période d'énormes turbulences. Les pays en développement, en particulier, continuent à subir de lourdes conséquences d'une crise financière et économique qu'ils n'ont pas provoquée. Cette réunion nous offre une importante occasion d'examiner des décisions et de nous mobiliser dans l'action pour faire face aux difficultés auxquelles ces pays se heurtent, dans le cadre des engagements pris dans le Consensus de Monterrey et dans la Déclaration de Doha sur le financement du développement. Je suis sûr que ce « dialogue » produira un apport extrêmement important aux préparatifs de la réunion plénière de haut niveau que l'Assemblée générale consacra cette année aux objectifs du Millénaire.

Au départ, la première priorité, pour les pays développés comme pour les pays en développement, est de faire en sorte que la reprise qui suit cette crise soit durable. Le renouveau économique est inégal, et l'existence des conditions d'une croissance durable reste fragile. La croissance du monde en développement devrait rester inférieure à ce qu'elle était avant la crise. La forte baisse des afflux de capitaux privés dans les pays en développement que la crise a provoquée a réduit leurs possibilités d'investissement et de croissance.

Ces phénomènes sont aggravés par le fait que la crise actuelle risque d'entraîner une baisse de l'aide, comme cela s'est déjà produit dans le passé. À diverses réunions internationales, nombre de pays développés ont annoncé qu'ils étaient décidés à ne pas laisser leurs difficultés de financement internes causer une réduction de l'aide publique qu'ils consacraient au développement. Mais cela ne suffit pas, et il faudrait, d'urgence, accroître le volume, la qualité et la fiabilité de l'aide afin de corriger les effets de la crise et d'atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire. À cet égard, il faut absolument que les pays développés honorent l'engagement pris à Monterrey et à Doha de s'efforcer concrètement d'atteindre l'objectif des 0,7 % du PNB consacrés à l'APD.

La contraction du commerce mondial a aussi eu de lourdes répercussions sur les pays en développement, qui sont tributaires des recettes de l'exportation de produits de base. Pour agir en faveur du développement, il importe de résister à la tentation protectionniste et d'aboutir au Cycle de négociations commerciales de Doha pour le développement à un résultat positif et axé sur le développement. Parallèlement, il faut que la communauté internationale accroisse les ressources dont les pays en développement peuvent bénéficier dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce, afin de leur permettre de surmonter leurs problèmes structurels et de devenir plus compétitifs commercialement et, partant, de se remettre de la crise.

Celle-ci a annulé les progrès accomplis en matière d'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Bien des pays en développement, y compris ceux qui ont bénéficié des initiatives d'allègement de la dette, risquent de tomber dans les affres du surendettement à cause de la réduction des flux de capital, du resserrement des conditions du financement externe et de l'intensification des pressions budgétaires créées par la dépréciation de la monnaie et la hausse des taux d'intérêt.

Enfin, je tiens à souligner que les causes systémiques de la crise actuelle trouvent leur origine dans des déficiences fondamentales de la gouvernance économique mondiale. Repenser la réglementation et le contrôle des marchés financiers est certes un bon point de départ, mais cela n'empêche pas qu'il y ait un besoin urgent de réformer les grandes institutions de gouvernance de l'économie mondiale, notamment en permettant aux pays en développement de se faire entendre et de participer davantage. Une telle réforme est indispensable si l'on veut que ces institutions puissent faire face aux nouveaux problèmes que créent la mondialisation et les réalités du XXI^e siècle.

Mesdames et Messieurs,

Le Dialogue de haut niveau d'aujourd'hui et de demain revêt une importance critique pour le renforcement de la fondation sur laquelle peut être bâti un système économique mondial plus juste. Faisons-en une étape sur le chemin de l'éradication de la misère déshumanisante qui ruine la vie de tant d'enfants, de femmes et d'hommes.

Je vous remercie.